

Le rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures : **Juste un instrument médiatique du gouvernement ?**

Alors qu'Elisabeth Borne et son gouvernement sont déjà sonné-es par le premier round social en lien avec le conflit des retraites, la Première Ministre – *qui n'oublions pas est l'une des premières responsables de la situation du ferroviaire dans ce pays en ayant été une haute-dirigeante de la SNCF et RATP* – **considère que le ferroviaire est une des alternative ... mais pas encore incontournable**. Nous prenons acte que, sur les 400 milliards d'euros par an, correspondant aux dépenses totales de transports en France, le gouvernement s'engage à donner 6,6 milliards d'euros pour le ferroviaire par an.

« France Nation Verte » propose le service minimum ... alors que nous sommes déjà en état d'alerte !

L'intervention de la Première Ministre, ce vendredi 24 février, se fait sur la base du scénario dit de « planification écologique », considéré comme étant le strict minimum à faire par le Conseil d'Orientation sur les Infrastructures. Ces propositions indiquent, entre autres, qu'il devrait :

- ⇒ Privilégier les programmes de travaux de régénération et de modernisation du réseau existant, en particulier pour le réseau ferroviaire et ses gares ;
- ⇒ Dénouer, quand ils sont bloquants, les nœuds de saturation du réseau ferroviaire pour permettre le développement des RER métropolitains, en privilégiant d'abord la modernisation de l'exploitation, et sans oublier les gares ;

Notre syndicat SUD-Rail Alpes pourrait soutenir plusieurs propositions, mais nous savons que **le gouvernement veut relancer le ferroviaire sans les cheminotes et cheminots**. La question des emplois, des compétences et qualifications nécessaires pour réaliser tous les travaux en question est absente des annonces de la Première Ministre.

Le mégaprojet Lyon-Turin, injustifié et écocide, doit être stoppé immédiatement !

On ne peut pas affirmer que « la régénération et la modernisation des réseaux en particulier le réseau ferroviaire, les mobilités du quotidien ainsi que la décarbonation des transports et la résilience des infrastructures au changement climatique » est la priorité et continuer à défendre le projet du Lyon-Turin siphonnant à tous points (spoliation de finances publiques, tarissement de sources, drainage des eaux souterraines, artificialisation des sols, ...).

Alors que le rapport du COI reprend une revendication SUD-Rail sur l'amélioration de la ligne existante (Dijon – Ambérieu – Modane), on note que ce Conseil, dont son vice-président est le président de la fédération patronale du BTP, considère que la dizaine de kilomètres creusés est « un coup parti ». **Bien au contraire, c'est justement le moment de tout arrêter car les conséquences sont de plus en plus graves dans la Vallée de Maurienne.**

Notre organisation syndicale profitera de la venue de la Présidente du Groupe LFI-NUPES en Savoie, ce samedi 25 février, pour renforcer notre combat syndical, écologique et politique.

Contact presse :
Julien Troccaz 06 62 94 62 67